

ASSOCIATION MARCEL HICTER
POUR LA DÉMOCRATIE CULTURELLE - FMH

RISQUES D'INFARCTUS CULTUREL ?

EXEMPLES ET ÉVALUATION CRITIQUE DES DIAGNOSTIC ET REMÈ-
DES PROPOSÉS EN ALLEMAGNE

Par Raymond Weber

DÉCEMBRE
2012

RISQUES D'INFARCTUS CULTUREL ?

EXEMPLES ET ÉVALUATION CRITIQUE DES DIAGNOSTIC ET REMÈDES PROPOSÉS EN ALLEMAGNE

Par Raymond Weber, Président de l'Association Marcel Hicter

A cause d'une offre culturelle surabondante et trop homogène, nous risquons « l'infarctus culturel ». Le remède : diminuons de moitié les subventions à la culture et fermons la moitié des institutions culturelles.

Telle est la thèse quelque peu provocante d'un livre, « Der Kulturinfarkt. Von allem zu viel und überall das Gleiche », qui, depuis un article retentissant dans le « Spiegel » et depuis sa parution en mars 2012, a provoqué de nombreuses discussions, souvent assez violentes, en Allemagne. Il est vrai que les quatre auteurs du pamphlet ne sont pas des inconnus sur la scène culturelle allemande et suisse : Dieter Haselbach est directeur exécutif du Zentrum für Kulturforschung à Bonn (recherche culturelle) ; Armin Klein est professeur pour le Management Culturel à Ludwigsburg (et auteur à succès de nombreuses publications sur le management culturel) ; Pius Knüsel est le directeur de Pro Helvetia (Fondation culturelle suisse) ; Stephan Opitz, enfin, est responsable du département culturel du gouvernement de Schleswig-Holstein.

Le « diagnostic » fait par les quatre auteurs, ainsi que les « remèdes » proposés, sont étroitement liés à la situation allemande où le fédéralisme culturel, la question de la souverai-

neté culturelle (Kulturhoheit) et l'affirmation que l'Allemagne doit être une « nation culturelle », sont des questions très sensibles. Mais les problèmes soulevés vont très au-delà de la situation spécifique allemande, pour concerner l'ensemble des pays qui voient dans la politique culturelle non seulement une politique sectorielle, mais une politique sociétale (Gesellschaftspolitik).

1. QUELLES SONT LES PRINCIPALES AFFIRMATIONS DU DIAGNOSTIC POSÉ ?

Dans les années 1970, quand les politiques culturelles se mettaient en place en Allemagne (où l'on élaborait des politiques fondées sur « la culture pour tous » (Hilmar Hoffmann, à l'époque responsable culturel de la ville de Francfort) et sur « la culture comme droit du citoyen » (Kultur als Bürgerrecht, selon la formule de Hermann Glaser, ancien responsable culturel à Nuremberg)) et ailleurs, la politique culturelle

s'adressait à l'ensemble de la société. Elle voulait que l'offre soit accessible à l'ensemble des citoyens. Tout le monde devait pouvoir participer et se développer. Le concept clef était celui d'émancipation. Aujourd'hui, on peut dire que l'offre culturelle existe. Le nombre d'institutions culturelles a presque doublé depuis 1980. L'accès à la culture semble donc garanti.

Mais, nous pouvons opposer 4 griefs à cette situation apparemment positive:

- ce qui continue à poser problème, c'est le niveau de participation, puisque seuls quelque 10% de la population fréquentent les spectacles subventionnés de la « grande » culture ;

- l'économie culturelle, si elle existe en termes de PIB et d'emplois, ne fait pas encore partie du « système culturel ». L'art passe pour être l'exact opposé du commerce. Il semble être affranchi de la demande, entraînant ainsi un vrai schisme entre le monde de la culture et le marché. Si la concentration de toutes les subventions publiques sur des institutions artistiques « protégées » des lois du marché a incontestablement permis à de nombreux talents de voir le jour et a favorisé nombre de recherches artistiques et culturelles, « cela a conduit aussi, - selon les auteurs -, à un culte des stars alimenté par l'argent des contribuables, qui a bloqué l'innovation dans la programmation ». Par ailleurs, la politique culturelle ne s'est pas souciée, protégée qu'elle était, de développer des concepts qui auraient permis de soutenir l'économie culturelle.

Toujours selon les auteurs, nous avons en Europe une importante activité culturelle productive, mais aucune industrie de la culture proposant à la mondialisation du marché des produits et des services culturels intéressants. Les 90% de la population qui ne fréquentent pas « les temples subventionnés de la culture » consomment en conséquence des produits et services venant d'outre-Atlantique ou d'ailleurs;

- l'Europe occidentale richement subventionnée du point de vue culturel est un continent d'immigration. Mais les cultures qui arrivent en Allemagne et en Europe ne trouvent guère de place dans nos « systèmes culturels ». Elles existent tout au plus à la marge, faisant en sorte que notre multiculturalisme proclamé, diversifié et tolérant, reste largement illusoire et sans implication concrète ;

- nous sommes dans une période de mutation portée par la numérisation. Celle-ci fait émerger de nouvelles formes de production artistique et une nouvelle forme de réception culturelle. Elle implique de nouvelles relations entre l'individu et le temps/espace, mais aussi entre les individus. Elle tend à rendre obsolètes un grand nombre d'institutions dans tous les domaines de la vie.

2. QUE PROPOSENT-ILS ?

Les recettes des quatre auteurs ? Fermer la moitié des 6.300 musées allemands, des 8.000 bibliothèques, des 140 théâtres publics !

Un cinquième des dépenses actuelles serait ainsi économisées et pourrait être utilisées à d'autres fins pour diversifier l'offre actuelle et répondre à d'autres demandes : les structures restantes seraient consolidées financièrement ; les projets animés par des amateurs vantés pour leurs capacités d'intégration sociale seraient mieux soutenus ; de nouveaux secteurs comme la distribution numérique, la nouvelle économie culturelle ou la simplification des droits d'auteurs bénéficieraient de subventions ; l'enseignement culturel supérieur serait mieux soutenu. Plus globalement, les auteurs du livre plaident pour un rôle plus important du marché estimant que le public peut décider lui même de la culture qu'il désire. Les offres qui parviennent à satisfaire l'intérêt du plus grand nombre devraient avoir la priorité. L'Etat n'aurait pas à décider à la place de ses citoyens quelle culture doit être soutenue.

Pour les quatre auteurs, le système culturel a atteint son point maximal d'extension, est devenu immobile et risque l'infarctus à tout moment. Il faut repenser radicalement « les privilèges des institutions » et « les rituels des dotations », pour développer avec les fonds ainsi libérés d'autres champs culturels et d'engager ainsi une politique culturelle « post institutionnelle », orientée vers l'avenir. Afin que l'Etat se rapproche de nouveau de l'objectif initial de « la culture pour tous », ils proposent les « paradigmes » suivants:

- un développement important de la culture amateur (Laienkultur) ;
- une forte économie de la création, se fondant sur les nouvelles chances que produisent la numérisation et l'informatique. Ce qui signifie davantage d'esprit d'initiative dans la culture et une économie culturelle intégrant toute la chaîne de la valeur ajoutée, de la création artistique et de la production culturelle jusqu'à la « consommation » individuelle, à domicile, ou « nomade»
- une formation artistique (le terme allemand de « kulturelle Bildung » est, il est vrai, plus englobant que la formation artistique), proche de la réalité et du public, dont les spin-off, les dérivés, pourraient être les germes de l'industrie culturelle ;
- une éducation multiculturelle de la jeunesse qui mettrait sur le devant de la scène, notamment, les cultures issues de l'immigration.

3. QUELQUES ÉLÉMENTS POUR UNE ÉVALUATION CRITIQUE DE « L'INFARCTUS CULTUREL ».

Ces propositions ont suscité une levée de boucliers dans le monde de la culture germanique. Si certains responsables financiers n'ont pas boudé leur plaisir, trouvant dans le pamphlet des arguments pour couper massivement dans les budgets culturels, de nombreux responsables culturels et politiques ont dénoncé des propositions populistes et simplificatrices ainsi qu'une vision ultralibérale de la culture. Ils refusent des coupes aussi brutales mais plaident plutôt pour de nouveaux moyens.

Il est impossible de rentrer dans le détail de toutes les réactions, où nombre d'institutions officielles, telles que le « Kulturrat » (Conseil Culturel National) ou l'Académie des Arts, ou encore l'ensemble des « Feuilletons » (pages culturelles des quotidiens et hebdomadaires) ont pris position. Mais c'est sans doute la « Kulturpolitische Gesellschaft », (une association allemande au niveau fédéral qui s'engage pour le développement conceptuel et pratique de la politique culturelle) qui a pris le plus au sérieux les interrogations des quatre auteurs, en consacrant au débat un numéro spécial des « Kulturpolitische Mitteilungen ». A lire, plus particulièrement, l'excellent contre-argumentaire de Bernd Wagner, constituant véritablement son testament culturel et politique.

Je voudrais donc me contenter de faire ici quelques remarques plus personnelles :

- s'il est sans doute vrai que l'offre culturelle est devenue très (trop ?) abondante, que le subventionnement de la culture va essentiellement vers la « culture établie », aux dépens des expressions artistiques émergentes et des cultures immigrées, et que les relations entre les arts et les industries culturelles et créatives, tout comme les relations entre les trois secteurs, - public, privé et associatif -, sont encore loin d'être des relations de partenariat confiant et dynamique, je ne suis pas sûr que le fond du diagnostic établi par les quatre auteurs de « l'infarctus culturel » correspond vraiment à la réalité : trop de simplifications, de « populisme » et de polémique ; trop peu d'analyses en profondeur et trop peu de contextualisation par rapport à d'autres pays et par rapport à la situation européenne.

Ce qui est surtout très gênant pour la crédibilité des quatre auteurs, c'est, d'une part, qu'ils ne tiennent pas compte des évolutions positives qui se font, un peu partout en Allemagne, surtout au niveau des villes et des communes; d'autre part, qu'ils font comme s'ils ne faisaient pas partie du « système culturel » qu'ils attaquent, alors qu'ils en ont largement « profité »;

- si une politique culturelle fondée uniquement sur une

politique de l'offre, et agissant donc essentiellement de manière additive, semble aujourd'hui avoir atteint ses limites, je ne suis pas convaincu qu'une politique culturelle orientée seulement sur une politique de la demande – économique et monnayable -, soit la solution pour établir une politique culturelle « durable », fondée non seulement sur l'organisation d'événements et de festivals éphémères, mais aussi sur une culture qui se veut émancipatrice, garante de débats et de démocratie et remède contre la bêtise, la peur et les nationalismes ;

- qui profite aujourd'hui de l'offre culturelle ? Le subventionnement culturel ne s'adresse-t-il pas trop exclusivement aux « héritiers » (Pierre Bourdieu), sans s'occuper suffisamment de ceux dont « la » culture est loin ? Nos institutions culturelles sont-elles suffisamment ouvertes aux expressions artistiques émergentes, aux cultures des « immigrés », aux nouvelles pratiques culturelles telles que celles qui accompagnent le développement fulgurant des techniques de l'information et de la communication ? Pourquoi nos efforts de « démocratisation culturelle » (accès à la culture) et de « démocratie culturelle » (participation et citoyenneté) n'ont-elles pas donné des résultats plus convaincants ? Comment aider efficacement la création artistique et l'innovation culturelle, sans tomber ni dans une « culture protégée », aux normes définies par des experts et fonctionnaires, sans promouvoir le goût du risque et la critique sociale, ni dans une situation où la création artistique serait exclusivement livrée aux lois du marché ? Quelle forme peut prendre un encouragement rendant possible un art à nouveau générateur de discussion ? Comment l'art peut-il se libérer de l'enlacement de la politique et de l'économie pour célébrer le pouvoir de l'esprit ? Pourquoi la Kulturelle Bildung (formation artistique et culturelle, mais aussi éducation permanente et éducation interculturelle) reste-t-elle l'enfant pauvre de la politique culturelle et éducative ? Pourquoi ne réussissons-nous pas à développer dans le domaine culturel, comme on le fait p.ex. dans le domaine du développement durable, de nouvelles pratiques de gouvernance culturelle et de citoyenneté active et inclusive ?

Telles sont quelques-uns des questions que nos quatre auteurs ne soulèvent guère et qui mériteraient cependant un débat en profondeur, allant très au-delà de schémas de réponses simplistes (« diminuons de moitié les institutions et les subventionnements culturels ») : ce n'est pas par des coupes budgétaires brutales qu'on refondera les politiques culturelles, mais par un débat démocratique, impliquant toute la société, sur les enjeux d'une politique culturelle et les voies et moyens pour relever ces défis, dans une conjoncture économique difficile.

1. *« Der Kulturinfarkt. Von allem zu viel und überall das Gleiche », Knaus, 2012*
2. *« De Spiegel » - hebdomadaire allemand, n. 11/2012, pages 136-141*
3. *voir article des quatre auteurs dans « Le Monde » du 14 août 2012*
4. *voir « Kulturpolitische Mitteilungen » numéro spécial, n°5, 2012, et le blog www.kupoge.wordpress.com/. A lire, plus particulièrement, l'excellent contre-argumentaire de Bernd Wagner, pages 17-38, de qui c'est le testament culturel et politique.*